

Lettre aux Chambres fédérales

Autor(en): **Gourd, Emilie / Gerhard, Georgine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **9 (1921)**

Heft 118

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-256661>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

tons, baisser de façon désastreuse, faute de gains suffisants, le niveau de cette profession) ...que voulait-on de mieux?

Et cependant, sur la proposition du Conseil Fédéral, telle qu'elle était formulée dans le « Message », et malgré la seule opposition de MM. Brodtbeck (catholique) et Ryser (socialiste), le Conseil national a refusé d'adhérer à ce Projet de Convention. Le motif? on hésite un peu à le formuler, mais le Conseil Fédéral n'ayant eu aucun scrupule à l'avouer carrément, nous n'avons pas à être plus timide que lui: le motif, c'est la question d'argent. L'application du Projet de Convention N° 5 nécessiterait 10 millions. Nous ne les avons pas pour cet emploi. Rejetons donc la Convention.

Il n'y aurait pas de paroles assez fortes pour exprimer notre indignation vis-à-vis de pareille attitude d'un gouvernement, qui a gaspillé des millions en malencontreuses opérations économiques durant la guerre, si nos Conseils n'avaient immédiatement corrigé leur refus par la mise à l'étude d'un projet d'assurance-maternité, à incorporer dans la loi fédérale sur l'assurance-maladie lors de la révision plus ou moins prochaine de celle-ci. Cette assurance-maternité a été remise à l'étude d'une Commission comprenant plusieurs femmes, ce qui prouve une certaine bonne volonté à notre égard, et bien que l'on n'en soit encore qu'aux travaux d'approche, on peut déjà déduire des travaux de cette Commission et des projets ébauchés quelques idées intéressantes. Sur quelques points même, pourrait-on dire, ces projets seraient supérieurs aux dispositions de Washington.¹

D'abord parce qu'il y est question uniquement d'assurance et non pas, comme dans le Projet de Convention, d'assistance aussi. Car l'article 3 que nous avons cité prévoit que l'indemnité à payer à la femme en couches pourrait être fournie par un système d'assurance, ou bien prélevée sur les fonds publics — soit donc relever de l'assistance publique. Nous ne pensons pas avoir besoin de dire ici combien la première modalité est supérieure à la seconde, parce qu'elle fait appel à l'esprit d'épargne et de solidarité à la fois de chacun, en conservant intact le sentiment de la dignité individuelle, au lieu d'habituer à une passive et humiliante attitude d'assisté. Et du moment que l'assurance est obligatoire, comme l'a prévue la première Commission d'études, tous les inconvénients des dispositions actuelles disparaissent. Il est même très intéressant de relever d'après ce projet que payerait pour l'assurance-maternité toute la population, masculine et féminine, célibataire ou mariée, contribuant ainsi à un geste de solidarité envers la maternité, au lieu d'en laisser, comme le prévoit la Convention, la charge uniquement à l'Etat, ou aux mères seules.

En second lieu, le projet de la Commission dépasse de beaucoup la portée de la Convention en étendant l'assurance-maternité à toutes les femmes, et non pas seulement, comme on l'avait prévu à Washington, à celles qui travaillent pour l'industrie. C'est dire qu'en bénéficieraient toutes les employées de commerce, toutes les femmes travaillant pour l'agriculture, pour les arts et métiers, et enfin, toute la foule inorganisée et inconsciente des femmes de journalières, remplaçantes, femmes de ménage, etc., etc. Et même en dehors du monde des travailleuses proprement dites, n'est-il pas bien des femmes de la « middle class » pour lesquelles l'assurance-maternité serait une aide précieuse?

C'est pour ces raisons que nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de trop se désespérer du rejet du projet de Convention n° 5, et de se borner à anathématiser ceux qui en sont responsables. Notre tâche, à nous autres femmes suisses, nous semble, au

¹ Voir dans notre numéro du 10 mars un article sur ce projet d'assurance-maternité.

contraire, de nous intéresser à la loi en préparation, de la rendre populaire, et enfin de nous efforcer pour autant que nous le pourrions d'y faire introduire certaines dispositions de Washington, de telle façon que le rejet *in globo* de cette Convention ait seulement préparé les voies à une législation meilleure encore sur la protection due aux femmes en couches.

E. Gb.

P. S. — Nos lecteurs auront peut-être quelque intérêt à apprendre que, dans plusieurs pays, membres comme nous de la S. d. N., se discute actuellement comme chez nous la ratification des Conventions de Washington. La Grande-Bretagne, pour autant que nous sommes informées, a rejeté la Convention relative à l'emploi des femmes avant et après l'accouchement. En Danemark, les Associations féministes ont adressé une pétition au Riksdag protestant avec énergie contre la ratification de la Convention n° 6 (interdiction du travail de nuit des femmes), pétition à laquelle tous les orateurs ont fait allusion au cours de la discussion, à la différence de nos conseillers nationaux qui ont complètement, mais complètement, ignoré nos lettres! Ce que c'est que d'être électrices! — M^{mes} Elna Munch et Hauschutz, députées, ont fait valoir le même point de vue, combattu au contraire par M^{me} H. Larsen, députée socialiste. Toutes en revanche ont été d'accord pour appuyer la Convention n° 5 (assurance maternité). La même différence de point de vue entre les députées socialistes et leurs collègues s'est également manifestée, sur les mêmes sujets, au Parlement de Finlande, à propos du discours de M^{me} Gebhard, députée, sur la Convention interdisant le travail de nuit des femmes.

Jusqu'à présent la Grèce est le seul pays qui ait ratifié complètement les Conventions et Résolutions de Washington.

Lettre aux Chambres fédérales

Nous publions ci-après le texte intégral de la lettre qui au moment des débats sur les Conventions de Washington, a été remise par l'Association suisse pour le Suffrage féminin à chacun des députés au Conseil National et au Conseil des Etats. (RÉD.)

Genève et Bâle, janvier 1921.

Monsieur le Conseiller national,

A l'occasion des débats qui vont avoir lieu aux Chambres fédérales au sujet de la ratification par notre Parlement des « Projets de Conventions et Recommandations de Washington », notre Association suisse pour le Suffrage féminin tient à attirer respectueusement votre attention sur les faits suivants.

Des six Projets de Conventions et des six Recommandations de Washington, il en est qui intéressent tout spécialement les femmes. Or, c'est avec une surprise accompagnée de très vifs regrets que nous avons appris que le Conseil fédéral proposait aux Chambres, par son Message du 10 décembre 1920, non seulement de ratifier a) le Projet de Convention interdisant aux femmes le travail de nuit, et b) la Recommandation interdisant aux femmes certaines opérations industrielles, mais encore d'adopter un projet de loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers — et cela sans avoir pris l'avis des principales intéressées, c'est-à-dire des femmes elles-mêmes.

Il nous paraît, en effet, absolument contraire aux principes de la démocratie dont s'honore notre pays que des décisions, concernant toute une partie de la population, soient prises sans consultation de cette partie de la population. Or, d'une part, sur ces points, les femmes n'ont pas été entendues, si nos renseignements sont exacts; et d'autre part, du fait de leur incapacité politique actuelle, elles n'ont aucune représentation directe aux Chambres. Celles qui visent les propositions du Conseil fédéral vont donc se trouver dans une situation légale exceptionnelle sans que leur avis ait été même sollicité.

I. Dispositions concernant la grande industrie.

En effet, si notre législation actuelle sur le travail de nuit dans l'industrie correspond beaucoup mieux que le « *Projet de Convention de Washington* » aux désirs des cercles féministes, en ce sens qu'elle n'applique pas *seulement aux femmes*, mais *étend aussi aux hommes*, sauf cas spéciaux, l'interdiction du travail de nuit par l'article 51 de la loi fédérale sur les fabriques du 18 juin 1914 — article qui établit l'accord, ainsi que le déclare expressément le Message du Conseil fédéral, avec les dispositions votées à Washington, — il n'en est pas de même, à notre avis, de la « *Recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme* ». Celle-ci, d'après le Message, trouve son application déjà réalisée dans l'art. 65 de cette même loi sur les fabriques: « *Le Conseil fédéral désigne les branches de fabrication et les travaux auxquels il est interdit d'employer des femmes.* » Cet article est, selon nous, essentiellement arbitraire, et nous aurions été heureuses qu'à l'occasion de la ratification de la « *Recommandation de Washington* », une révision eût eu lieu, avec consultation des intéressées, du chiffre 9 de l'art. 183 de l'ordonnance d'exécution: « *Il est interdit d'employer des femmes à des travaux exposant à un danger grave d'intoxication.* » Car nous pouvons citer l'exemple frappant d'une profession bien rémunérée et parfaitement accessible aux femmes, qui leur a été complètement fermée par les organes corporatifs, sous prétexte de danger d'intoxication par le plomb, alors que, a) d'après l'expérience de professionnels, ces dangers sont à peu près nuls, quand sont pris les soins nécessaires d'hygiène, soins que recommande d'ailleurs le texte de Washington; b) d'après des statistiques précises, la proportion d'hommes intoxiqués doit aussi entrer en ligne de compte en ce qui concerne l'avenir de la race. La révision de cet article nous semble d'autant plus indispensable que la « *Recommandation de Washington* », plus précise que l'ordonnance fédérale ne mentionne pas dans la liste des travaux interdits la manipulation des caractères de plomb, alors que le texte cité plus haut de l'ordonnance fédérale laisse la porte ouverte à de regrettables manifestations d'exclusivisme professionnel.

II. Projet de loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers.

Si les mesures demandées à Washington, en correspondant plus ou moins à certaines dispositions déjà existantes de notre législation fédérale sur le travail dans l'industrie, ne nécessitaient donc pas une révision approfondie de celle-ci, il fallait en revanche une nouvelle loi pour étendre ces mesures au domaine des arts et métiers. Et c'est contre le fait que ce « *Projet de loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers* » a été élaboré, sans prendre l'avis des milieux féminins, que notre Association se permet d'élever respectueusement une protestation.

Car ce projet de loi, qui portera sur bon nombre d'entreprises où sont employées des femmes, interdit (art. 3) le travail de nuit *aux femmes seulement*, et non pas, comme la loi fédérale sur les fabriques, aux femmes *et aux hommes*, en temps et en cas normal (art. 51). Or, et le Message du Conseil fédéral y fait allusion (p. 32-33), l'unanimité est loin d'exister quant à cette mesure. Cela non pas seulement, comme le dit le Message, au point de vue de la situation économiquement inférieure qu'elle crée à la femme, mais aussi au point de vue d'une législation ouvrière générale plus complète et plus efficace. C'est ainsi que Mme B. Kjelsberg, inspectrice des fabriques en Norvège, et déléguée comme conseillère technique à la Conférence internationale du Travail à Washington, en demandant l'interdiction du travail de nuit *pour les hommes comme pour les femmes*, motivait aux applaudissements de la Conférence le refus de son pays d'adhérer à la Convention de Berne de 1906, qui interdit le travail de nuit *seulement* aux femmes:

«... Si je suis opposée aux lois spéciales de protection, excepté pour les femmes enceintes et pour celles qui allaitent leur enfant âgé de moins d'un an, c'est que je crois que nous ferons davantage pour l'amélioration de la condition du travailleur en cherchant à supprimer tout travail de nuit qui n'est pas absolument nécessaire... Je suis sûre que, si dans les pays où le travail des femmes est de grande importance, on ne lutte pas de façon générale contre le travail de nuit, la Convention de Berne de 1906, relative au travail de nuit des femmes, ne sera qu'un obstacle à tout progrès ultérieur... »

En outre, le Congrès international des Ouvrières, qui a siégé à Washington parallèlement à la Conférence internationale du Travail, a voté une résolution insistant pour que le travail de nuit soit également interdit aux hommes, excepté dans les cas de nécessité absolue.

Nous nous permettons donc de trouver infiniment regrettable que la disposition si large et si progressiste de l'art. 51 de la loi fédérale sur les fabriques n'ait pas été reproduite dans ce « *Projet de loi fédé-*

rale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers », d'autant plus que nous ne saisissons pas quelle difficulté d'application, plus forte dans ce domaine que dans la grande industrie, a pu y faire obstacle.

En second lieu, nous ne comprenons pas non plus que ce projet de loi, partant du principe auquel nous adhérons pleinement que le travail de nuit constitue un danger pour la santé physique et morale des travailleurs, exclue alors complètement de l'interdiction le personnel des hôtels, auberges, cafés et restaurants. Car, s'il est des professions où le travail de nuit soit pratiqué couramment, et souvent dans de déplorables conditions d'hygiène et de morale, c'est bien assurément dans celles-là. Cette disposition, en établissant ainsi deux poids et deux mesures, risque d'infirmer gravement la valeur de cette loi.

Pour résumer ces observations que nous prenons la liberté de vous soumettre, confiantes dans l'idée que les lois ne peuvent être que l'expression de la volonté générale, nous nous permettons d'émettre ici le vœu, déjà voté en 1919 par l'Assemblée générale de notre Association suisse pour le Suffrage féminin:

Qu'à l'avenir, aucune mesure législative concernant les femmes ne soit prise sans consultation préalable des intéressées.

III. Assurance-maternité.

Il nous est d'autant plus facile de formuler ce désir qu'un précédent a déjà été créé dans ce sens par le Département fédéral d'Economie publique, qui vient de former une Commission d'experts comprenant plusieurs femmes pour étudier un autre sujet, également traité par un des Projets de Convention de Washington, et intéressant également très vivement les femmes: l'assurance-maternité. C'est cet exemple que nous demandons à voir constamment suivi.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer la satisfaction que nous cause la décision du Conseil fédéral de mettre à l'étude cette importante question. Mais nous regrettons d'autre part vivement sa proposition de ne pas ratifier le 5^{me} Projet de Convention de Washington concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement. Fidèles en effet à notre principe de soutenir toute législation protectrice de la mère et de l'enfant, nous voudrions voir le Conseil fédéral et les Chambres s'engager davantage dans cette voie, en réalisant de la manière la plus large possible les dispositions excellentes contenues dans le Projet de Convention de Washington. Nous n'ignorons certes pas les difficultés financières que soulève cette ratification, mais nous savons aussi d'autre part qu'il n'est pas d'argent mieux employé par une nation que celui qui prépare l'avenir, en protégeant, non seulement l'enfance, mais aussi la mère aux heures les plus difficiles de son existence.

En vous remerciant, Monsieur le Conseiller national, de l'accueil bienveillant que vous voudrez bien réserver aux remarques qui précèdent, nous vous prions d'agréer l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Pour l'Association suisse pour le Suffrage féminin:

La Présidente: Emilie GOURD.

La Secrétaire: Georgine GERHARD.

En réponse...

à nos appels, nous avons reçu:

Mme E. (Vaud), un abonnement	Fr. 5 —
Par Mme A. (Genève), un abonnement	» 5 —
Par Mlle F. (Lausanne), un abonnement	» 5 —
Mlle T. (Lausanne), un abonnement	» 5 —
Par Mme L. (Berne), deux abonnements	» 12 —

Fr. 32 —

Listes précédentes: » 164 45

Fr. 196 45

Merci à tous et à toutes.

Nous rappelons les volumes de Louis Bridel que nous vendons au profit de la caisse du *Mouvement*, soit:

La succession légale: 2 fr.

Le droit des personnes: 3 fr.

CORRESPONDANCE

Notre collaboratrice, Mme M.-L. Preis, nous prie d'informer nos correspondantes de notre dernier numéro, Mme Ballet et Mlle H. Chantre, qu'elle est pleinement d'accord avec leurs observations, la phrase de son article sur l'organisation professionnelle de l'enseignement libre qui les a motivées ayant revêtu une forme plus catégorique que sa pensée. Nous considérons donc le débat comme clos sur ce point.